

Petite bourgeoisie et histoire comparée

CROSSICK (Geoffrey)

Geoffrey Crossick

** University of Essex, Professeur associé au CPL
en 1990-91*

Ce texte est à mi-chemin entre l'étude de la petite bourgeoisie et certaines réflexions sur le caractère de l'histoire comparée. Cette double origine correspond à deux groupes internationaux de recherches dont je fais partie depuis quelques années. Le premier sur la petite bourgeoisie a été créé en 1979 tandis que l'autre sur l'histoire sociale comparée au niveau européen est né en 1987. Il s'agit donc de rapprocher deux filons problématiques différents ; l'analyse de la petite bourgeoisie m'ayant conduit progressivement à m'interroger sur l'histoire sociale comparée.

Ce dernier champ d'investigations a connu un renouveau ces dernières années pour des raisons tant intellectuelles qu'institutionnelles : du développement d'un esprit plus européen à la mise en place d'institutions, de fondations et surtout de réseaux de chercheurs qui ont à la fois stimulé et rendu possible les tentatives d'histoire comparée. Mes deux institutions d'appartenance, tant le département d'histoire de l'Université d'Essex que le Centre Pierre Léon qui la met en pratique depuis

longtemps, peuvent témoigner de la vitalité de l'histoire comparée.

Toutefois, les discussions ou les recherches ont peu porté sur le comment d'une histoire comparée et surtout d'une histoire sociale comparée. Traditionnellement, c'est probablement chez les médiévistes que cette question a été le plus souvent traitée à partir d'un article important de Marc Bloch datant des années 1930. Mais il reste un paradoxe : on insiste généralement sur l'importance de cette histoire comparée sans le plus souvent en évaluer les difficultés. Je voudrais tenter de les mesurer à partir de l'exemple de la petite bourgeoisie européenne du XIXe siècle. Arrêtons-nous un instant sur la nature de ces obstacles.

Le problème central semble être constitué par les étalons de comparaison de l'histoire sociale. Ils ont le plus souvent une base nationale dans la mesure où l'objet des analyses est la population de chaque pays, de chaque Etat-nation. Appelons-les sociétés nationales. Je voudrais poser ce problème à travers la question des sources et celle des unités de comparaison. Il s'agit surtout de se demander quelles sont les problématiques facilitées par des comparaisons nationales et celles qui au contraire ne le sont pas ? Il me semble que l'analyse de l'historiographie des années 1980 se rapportant à la petite bourgeoisie permet d'y répondre.

La recherche sur un groupe social est fonction des sources disponibles qui changent d'un pays à l'autre. Parlons donc de sources nationales pour rendre compte d'une telle spécificité.

1. Les archives d'histoire sociale divergent selon les pays à l'image par exemple des registres de patente, des archives des corporations ou des tribunaux de commerce, des enregistrements de successions... Prenons l'exemple des

recherches de Gerhard Haupt sur les archives du Conseil de Prud'hommes du commerce à Lyon, institution spécifiquement française, qui lui ont permis d'analyser les conflits patrons/ouvriers à l'intérieur des petites entreprises. L'absence de sources équivalentes a conduit à sous-estimer ce type de conflits dans le reste de l'historiographie. Les différences entre sources nationales dépendent ainsi souvent des structures institutionnelles et juridiques, ce qui conditionne fortement les analyses d'histoire sociale.

2. L'arrière-fond idéologique et la conjoncture politique déterminent la fréquence et la nature des enquêtes étatiques, sources abondantes et essentielles pour l'étude de la petite bourgeoisie.

Joan Scott a constaté par exemple que l'enquête statistique de la Chambre de Commerce de Paris en 1848 sur la petite industrie parisienne a été faite pour démontrer l'importance des petites entreprises et afin de minimiser les changements qu'elles subissaient. Il s'agit donc d'un projet idéologique qui se retrouve à l'origine d'une documentation qui reste néanmoins importante.

Autre exemple, celui de la Commission nationale de la petite bourgeoisie qui produit une documentation énorme en Belgique entre 1903 et 1908. Ce témoignage oral et écrit suggère l'existence d'une petite bourgeoisie plus grande et plus menacée qu'en Grande-Bretagne, mais peu de différences semblent jouer par rapport à la Grande-Bretagne où la conjoncture politique ne débouche pas sur des enquêtes équivalentes.

3. Les recensements de population posent des problèmes, en particulier pour les systèmes de présentation des données si importants pour l'histoire sociale comparée. Nous commençons

aujourd'hui à comprendre (Desrosières et Thévenot; Higgs) les idéologies sous-jacentes aux classifications professionnelles nationales, qui déterminent dans quelle mesure on peut identifier ces petits bourgeois dans les différents tableaux publiés.

En France, on ébauche la distinction entre patrons et ouvriers après le conflit social du début des années 1830 alors que cette question ne sera pas abordée dans les recensements britanniques avant la fin du siècle.

Les recensements français de la deuxième moitié du XIXe siècle cherchent à éclairer les rapports complexes au sein des petites unités de production, mais rencontrent des difficultés pour distinguer les différences entre artisans et patrons indépendants, entreprises familiales et celles qui emploient des salariés.

Au contraire, les recensements britanniques ne prennent pas en compte la situation des petites entreprises. Pour cela, ils ne reposent pas sur la distinction entre patrons et salariés et ne cherchent pas à identifier les entreprises familiales qui sont à mi-chemin entre les deux. C'est plutôt la morbidité différentielle selon la profession que l'analyse sociale qui détermine les catégories socio-professionnelles des recensements britanniques.

Les recensements traduisent donc clairement les pièges de l'analyse comparée des structures sociales. Ils proposent en effet une image différente de chacune des petites bourgeoisies nationales en suivant des préoccupations et des idéologies contemporaines de chaque pays.

4. Il faut s'interroger aussi sur la question complexe des terminologies de description sociale utilisées au cours du XIXe siècle pour caractériser la petite bourgeoisie. Il faut préciser dans quelle

mesure une terminologie apte à décrire ces groupes apparaît dans chaque pays. Ces terminologies ne représentent pas une description neutre mais une intervention sociale, une tentative pour définir un groupe autonome et l'insérer dans une structure idéologique.

En témoigne par exemple l'absence d'un vocabulaire précis en Grande-Bretagne et les oscillations au tournant du siècle entre *lower middle class* et *middle class* en particulier chez ceux qui essaient de mobiliser les petits bourgeois.

Le sens des mots varie selon les pays. La terminologie de classe moyenne, de petite bourgeoisie, de *Mittelstand* était toujours plus que descriptive. Chaque terme a sa propre histoire dont il faut tenir compte pour mesurer la portée d'un mot à un moment donné.

Le vocable français de « classes moyennes », par exemple, renvoie à un registre plus ancien et plus large de contestation contre la noblesse : utilisé par exemple par Guizot dans les années 1820, son usage s'est un peu restreint vers 1880. Le concept allemand de *Mittelstand* trouve ses racines dans une vision corporatiste de la société. Il décrit plus une position à l'intérieur d'un ordre social organique qu'une profession ou un statut économique.

Le terme de « petite bourgeoisie » utilisé en Belgique n'a pas les connotations péjoratives qu'il aurait en France au même moment.

Les problèmes de langage, de terminologie comptent parmi les difficultés les plus importantes de l'histoire sociale comparée.

Je n'ai cité que quelques-uns des problèmes liés aux sources car il s'agissait surtout d'illustrer la difficulté de proposer la comparaison de différentes situations nationales d'un même groupe social. Cela semble beaucoup plus ardu

que de rapprocher des métiers, des grèves, des émeutes ou des mouvements politiques.

J'ai choisi de commencer en évoquant des problèmes. Il faut donc se demander pourquoi nous faisons de l'histoire comparée. Il s'agit de faire une distinction entre *general history* et *comparative history*, « *histoire comparative* » et « *histoire comparée* ». La première est plus générale, elle ne tient pas compte des frontières nationales sauf en vue d'éventuelles identifications. L'objet de la deuxième est au contraire heuristique: il ne s'agit plus d'identifier quelques différences entre des pays ou des sociétés d'Europe mais aussi de proposer des structures ou des modèles d'explication.

Si l'histoire comparée se situe dans un projet heuristique, il faut donc soulever le problème des unités de comparaison. L'histoire comparée européenne repose généralement sur la comparaison de pays, c'est à dire d'Etats-nations. On suppose généralement que les frontières nationales encadrent (enclose) les sociétés nationales, que nous pouvons donc baser notre histoire comparée sur les structures sociales nationales. Mais dans quelle mesure, peut-on parler de *national societies*, de sociétés nationales ?

Les facteurs spécifiquement nationaux sont plus faciles à identifier dans un certain nombre de champs d'investigation, comme bien sûr le monde politique et étatique ou encore l'histoire et le langage, domaines essentiels pour les identités nationales. Les comparaisons entre nations sont toutefois plus difficiles pour les structures économiques ou sociales. Il est toutefois intéressant de saisir comment l'Etat-nation crée l'image d'une structure sociale nationale à travers les recensements de population, la politique sociale, les enquêtes

ou en incitant la mise en place d'associations professionnelles ou sociales au plan national. Pour la structure sociale proprement dite, le concept de société nationale me semble peu opératoire. Il faudrait démontrer que la population active dans un espace donné est conditionnée par cette expérience nationale, par cette société nationale.

Il convient donc de prendre en compte les autres unités de comparaison au niveau européen particulièrement utiles pour l'étude de la petite bourgeoisie. Prenons des exemples.

* Les modèles de développement économique, qui sont souvent mieux perçus au niveau régional que national (Pollard) et leurs implications pour la formation, les caractéristiques et les expériences économiques de la petite bourgeoisie.

* Les modèles urbains comme la fonction et la taille des différentes villes. Pensons aux métropoles, aux centres commerciaux, aux villes-usines, aux cités minières, aux petits bourgs ruraux... Il est évident par exemple que la communauté de métier, en ce qui concerne les rapports entre maîtres et compagnons, a connu une fracture à la même période (les années 1830-1840) au sein de la population des grandes capitales européennes telles que Paris, Londres ou Berlin. Cette fragmentation joue plus tardivement dans le reste de la hiérarchie urbaine. D'autre part si l'on prend en considération les petites villes européennes n'ayant pas d'élites composées de grands bourgeois (Limoges étudiée par Corbin; le Wurtemberg par Blackbourn), on constate que c'est là, dans ces cités, que les petits bourgeois sont le plus à l'aise, qu'ils jouent le rôle le plus important dans la vie urbaine, partout en Europe.

* Des modèles régionaux de systèmes agraires, qui ne correspondent

que rarement avec les frontières nationales. Les variables sont en effet multiples : de la taille de la propriété (ce n'est pas vrai par exemple que toute la Grande-Bretagne soit caractérisée par une propriété foncière de grande dimension, ni que la France soit le règne exclusif de la petite paysannerie) aux types de cultures (élevage ; vignoble ; forêt ; céréales ; cultures maraîchères) ou au mode d'habitat rural (les villages regroupés du Sud de l'Angleterre s'opposent aux fermes dispersées de la région septentrionale ou de l'Ecosse). Tous ces facteurs influencent le caractère de la petite bourgeoisie rurale.

Il s'agit d'évaluer dans quelle mesure ces unités de comparaison qui n'obéissent pas strictement aux frontières nationales - on pourrait en citer d'autres comme les comparaisons entre métiers - sont plus logiques et plus efficaces pour l'analyse de la petite bourgeoisie. Il s'agit donc de définir ce que recouvre la comparaison entre sociétés nationales et d'en évaluer les multiples difficultés.

Inversement, il convient de tenir compte des forces existant au niveau national qui construisent l'identité d'une formation sociale nationale telles que les règles politiques, les systèmes électoraux, la fiscalité, les normes juridiques, les rapports entre Etat et associations... Je reviendrai plus tard sur le problème de ces variables qui constituent la base d'éventuelles comparaisons nationales pour l'histoire de la petite bourgeoisie. Soulignons d'emblée que même si ces variables constituent le sentiment d'une structure sociale nationale et de rapports sociaux nationaux, l'histoire comparée doit faire attention et ne doit pas présumer de l'existence de structures sociales défi-

nies à l'intérieur de frontières nationales données.

Durant les dernières années, différentes recherches ont permis d'approfondir notre connaissance du groupe de la petite bourgeoisie. On a pu alors constater que pour de nombreux problèmes les comparaisons nationales ne sont pas les plus utiles.

Plus qu'une présentation exhaustive de l'ensemble de ces thématiques, il me semble opportun d'illustrer quelques facettes de l'analyse de la petite bourgeoisie au XIXe siècle. En ce sens, cinq idées-force semblent s'imposer quant à sa dimension principalement sociale.

(1) Le lien entre petite bourgeoisie et croissance économique et les questions inhérentes de dépendance ou d'indépendance

Il s'agit en effet de concepts tout à fait essentiels pour la situation économique de la petite bourgeoisie. Si l'idée d'indépendance est primordiale pour la conscience et l'identité mais aussi pour les valeurs sociales des petits bourgeois, le développement et la croissance des petites entreprises était de plus en plus liée aux structures de crédit et aux contrats de sous-traitance qui plaçaient le petit patronat en situation de dépendance vis à vis du grand capital. C'est dans l'artisanat que ce phénomène apparaît le plus clairement. La croissance de ce secteur dépendait en effet des marchands ou négociants qui assuraient le lien entre de telles entreprises et les marchés nationaux ou internationaux. Cela joue dès les années 1840 pour les tailleurs, les cordonniers ou les ébénistes des grandes villes européennes, à partir de 1860 pour le petit patronat de la métallurgie et peu à peu dans le reste de l'industrie.

(2) La petite bourgeoisie et la mobilité sociale

La petite bourgeoisie est caractérisée par une instabilité très forte tant au niveau des entreprises que des carrières personnelles. Il est difficile de considérer l'entreprise comme un patrimoine transmissible aux enfants et les passages sont fréquents entre travail salarié et gestion d'une entreprise autonome. Pour résumer, on peut dire qu'en comparaison avec les autres classes sociales, une plus grande proportion de la petite bourgeoisie a son origine sociale dans une autre classe; une plus grande proportion ne passe qu'une partie de son existence comme petit patron; une plus grande proportion de leurs enfants exercent une profession correspondant à une autre classe sociale. Il s'agit d'une mobilité complexe, en particulier tenant compte des spécificités de la petite bourgeoisie. Les études classiques de mobilité sociale partent des appellations professionnelles et supposent qu'elles représentent des positions sociales. Cela laisse supposer que l'on peut construire une hiérarchie précise de toutes les dénominations professionnelles concernées et que les mouvements verticaux sur une telle échelle représentent la mobilité sociale. L'étude de la petite bourgeoisie témoigne toutefois de la complexité tant de la terminologie sociale que du statut inhérent. Le passage entre ouvrier salarié et petit patron ou travailleur indépendant ne détermine pas obligatoirement un changement de milieu social. De tels glissements sont perçus par les intéressés eux-mêmes selon toute une gamme de facteurs comme l'intensité de la sociabilité populaire, la culture du métier, la répartition des professions à l'intérieur du noyau familial, les aspirations et valeurs tant familiales que individuelles. Pour de multiples raisons, la mobilité sociale se révèle une excellente optique pour analyser la petite bourgeoisie.

(3) La famille et l'univers social de la petite bourgeoisie

Les autobiographies issues de la petite bourgeoisie témoignent de l'importance de la vie familiale chez les petits bourgeois les mieux installés. Il faut en outre insister sur l'imbrication entre petite entreprise et famille. La main d'oeuvre familiale est essentielle en particulier dans le petit commerce. Mais on peut aller plus loin en mentionnant le rapport étroit entre famille et entreprises artisanales en crise. Il y a par exemple intensification du travail familial dans les métiers menacés comme pour les chefs des ateliers de production de soie à Lyon dans les années 1840, les tailleurs parisiens, l'ensemble des artisans allemands pendant la grande Dépression de la fin du XIXe siècle. Il convient en outre de noter l'importance de la famille petite bourgeoise comme idéal et comme idéologie aussi bien pour les petits bourgeois eux-mêmes que pour les autres quand la famille devient la valeur dominante à la fin du siècle, en particulier pour tous ceux qui précisément font l'éloge de la petite bourgeoisie. Les rapports sociaux de la petite entreprise contrastent avec ceux d'une société de classe perçus comme conflictuels. Le fait d'héberger compagnons ou employés, de travailler en famille est ainsi idéalisé pour façonner l'image fautive d'une vie harmonieuse et stable au sein des petites entreprises. La famille est donc une sphère fondamentale pour la compréhension de la petite bourgeoisie.

(4) La petite bourgeoisie et le quartier

Au XIXe siècle le quartier représente partout en Europe un espace dans lequel ouvriers, maîtres artisans ou boutiquiers se mélangent. La conséquence en est l'existence d'un milieu social plus populaire que prolétaire. Il s'agit

d'ailleurs d'un phénomène encore peu étudié. Dans de tels quartiers populaires les petits bourgeois ont souvent des responsabilités tant sociales que politiques même si les rapports de crédit ou de travail ont sensiblement compliqué ce type de rapports. L'analyse doit aller plus loin. Dans les communautés populaires urbaines du XIXe siècle, l'instabilité résidentielle est très forte. On ne doit pas croire que la mobilité géographique exclut la possibilité d'existence d'une véritable communauté. Dans ce mécanisme de mise en place de telles communautés à l'intérieur des villes du XIXe siècle en pleine croissance, les petits bourgeois ont un rôle essentiel sur le plan de la sociabilité ou des représentations surtout dans le cadre des entreprises les plus stables. Les petits commerces, les ateliers des cordonniers et des menuisiers, les boulangeries représentent des lieux de rencontre et d'échanges. Les petits bourgeois représentent l'ossature des quartiers et modèlent souvent leur identité. Ces rapports à l'intérieur des quartiers expliquent non seulement la culture populaire mais aussi la persistance dans l'Europe du XIXe siècle d'une tradition politique populaire, démocratique et égalitaire plus que prolétarienne.

(5) On pourrait citer nombre de thématiques équivalentes dont les comparaisons sur un plan national sont peu utiles. Pensons à la structure interne de la petite bourgeoisie, aux rapports entre spécificités d'une société rurale et position des petits bourgeois... Mais j'ai choisi de m'intéresser plus particulièrement à un cinquième et dernier facteur: la culture et le mode de vie de la petite bourgeoisie. On peut distinguer deux aspects principaux. Le premier est le développement en Europe après le milieu du XIXe siècle de pratiques de sociabilité et d'association caractéris-

tiques de la petite bourgeoisie, à l'image des sociétés de tir et de gymnastique, des chorales, ou d'associations religieuses, qui témoignent du détachement lent de la petite bourgeoisie de son milieu d'origine populaire, d'une tentative pour se doter d'une sociabilité voire d'une culture propre. Le deuxième aspect important est la culture centrée sur les thèmes de la famille ou de la dimension locale ; ces continuités n'étant pas épargnées par les changements. Si la propriété est un élément fondamental de la culture petite bourgeoise durant tout le XIXe siècle, il s'agit d'une propriété de plus en plus individualiste à partir du milieu du siècle. Une telle transition témoigne de l'apparition d'une identité petite bourgeoise plus claire. Les petits patrons européens abandonnent par exemple leur conception corporative ou collective de la propriété - conception selon laquelle la propriété est limitée par les droits et les devoirs collectifs et sociaux. A partir du milieu du siècle, la petite propriété devient une source d'identité individuelle et le propriétaire acquiert ainsi un statut particulier. De tels phénomènes déterminent la mise en place d'une identité petite bourgeoise.

Il ne s'agit que d'une esquisse des analyses possibles de la petite bourgeoisie au XIXe siècle. De telles perspectives témoignent toutes d'une même approche générale, approche qui semble indépendante des frontières nationales. Les différentes analyses présentées ne naissent pas de comparaisons entre nations. Les parallèles les plus féconds jouent au contraire à l'encontre d'une Europe hérissée de frontières. D'autres divisions semblent plus fonctionnelles : selon la taille des villes, l'économie régionale, le métier...

C'est quand nous abordons le problème de la conscience de classe de la

petite bourgeoisie, des comportements sociaux, des activités publiques, que les comparaisons nationales deviennent précieuses. On rencontre ainsi des différences prononcées pour l'associationnisme, la mobilisation politique et sociale, les revendications contre l'Etat et surtout la naissance d'une véritable identité petite bourgeoisie. C'est dans ce domaine que les contrastes sur le plan national sont les plus marqués, ce qui se révèle très intéressant dans une perspective d'histoire comparée.

4Ce problème est soulevé par exemple par le développement d'une conscience petite bourgeoise en Europe entre 1880 et 1914. Ce réveil de la petite bourgeoisie, ou plus exactement d'une partie de la petite bourgeoisie, semble une réponse à des nouveaux problèmes économiques, sociaux, politiques. Résumons ces difficultés. La concentration plus forte des entreprises et du capital. La multiplication d'organisations socialistes accentuent la dimension ouvrière face à une tradition populaire au sens large. Les quartiers populaires traditionnels ont tendance à se transformer à l'heure où se développe une véritable conscience ouvriériste. La situation familiale connaît des tensions suite aux difficultés des petites entreprises et à la concurrence accrue pour les postes d'employés ou de petits fonctionnaires - concurrence produite par l'extension de la scolarisation ouvrière. Plus généralement, la petite bourgeoisie pensait être confrontée au problème central d'une polarisation croissante dont elle se sent exclue : celle entre capital et main d'oeuvre, entre grands patrons et ouvriers.

Mais si ces impressions et ces problèmes sont partagés par les petits bourgeois des différents pays, les réponses divergent. En expliquant cette diversité de réponses on peut voir l'analyse com-

parée fondée sur les parallèles entre nations trouver sa justification.

Il y a quelques années, j'ai mené une recherche sur le rapport des boutiquiers britanniques à l'Etat entre 1870 et 1914. Les commerçants britanniques étaient moins actifs, moins organisés et moins exigeants vis à vis de l'Etat que leurs homologues français, allemands ou belges. Toutefois l'explication n'est pas que leurs problèmes sont inférieurs, bien au contraire. La solution est ailleurs.

L'argumentation des boutiquiers anglais organisés n'attribue pas de rôle spécifique à la petite entreprise et au petit patronat à l'intérieur de la société, de rôle en quelque sorte extra-commercial. Leur survie ne semble ainsi tenir qu'à leurs capacités et à leurs succès commerciaux. L'Etat n'a aucun rôle à jouer ni à travers une éventuelle assistance, ni par une politique de restriction de la croissance des grandes entreprises. Il est frappant de remarquer cette insistance, tout à fait exceptionnelle au niveau européen, des boutiquiers britanniques à ne pas se considérer comme un groupe autonome mais au contraire comme une partie du monde du commerce, du monde des affaires, comme le niveau inférieur de la bourgeoisie. En bref, ils manquent d'une identité sociale et politique.

Si les problèmes auxquels les boutiquiers britanniques font face ne sont ni inférieurs, ni différents de ceux de leurs homologues en France, en Belgique, en Allemagne, il faut donc chercher ailleurs l'explication de cette absence d'identité sociale et de ce manque de mobilisation.

Il faut chercher parmi les derniers facteurs dont je vais parler dans ce texte. En effet, expliquer les différences de conscience de classe, d'idéologie ou de mobilisation des petits bourgeois

européens revient à prendre en compte toute une série de phénomènes sociaux pour lesquels les rapprochements les plus fructueux jouent sur un plan national. C'est à ce moment là que les comparaisons nationales sont précieuses. Je voudrais ainsi indiquer cinq variables explicatives liées à l'étude de la petite bourgeoisie. Elles indiquent l'importance des structures institutionnelles, historiques, fiscales mais aussi de la conjoncture politique qui ont forgé la croissance et l'identité de ce groupe social. C'est parmi ces variables que les différences essentielles sont opératoires au niveau national.

(1) Les structures des institutions officielles ou quasi-officielles concernant le monde de la petite entreprise.

La présence d'institutions étatiques ou para-étatiques assurant la connexion entre le monde des affaires au niveau local et l'Etat centralisé est importante pour la mise en place d'une identité petite-bourgeoise et pour la volonté de s'appuyer sur l'Etat en vue d'une assistance. Citons par exemple les tribunaux de commerce français et la lutte des petites entreprises pour les droits de suffrage et d'éligibilité. De même, on peut mentionner en Allemagne les revendications des petits patrons en vue d'une représentation dans les chambres de commerce, voire même à Brême ou à Hambourg pour l'établissement de chambres autonomes pour les petits détaillants. La contestation autour de l'accès à de telles institutions représente un facteur important du développement d'une identité sociale dans ces deux pays. Une telle identité n'est pas liée simplement à des équilibres structurels mais à la mobilisation et à des campagnes d'opinion, à la volonté d'obtenir des réponses de l'Etat. Inversement, en Grande Bretagne l'absence d'institutions équivalentes limite l'éventail des reven-

dications petites-bourgeoises mais aussi retire cette incitation à l'écllosion d'une identité sociale propre.

(2) Arrêtons-nous sur les organisations et les idéologies plus informelles qui caractérisent les structures organisationnelles et étatiques d'autrefois et surtout sur les idéologies corporatistes qui changent à la fin du siècle mais gardent une influence importante en Allemagne et même en France ou en Belgique alors qu'elles sont absentes du panorama britannique. Les réformes corporatistes autrichiennes de 1883 et la diffusion des Innungen en Allemagne développent dans bon nombre de pays l'idée que la solution aux problèmes petits-bourgeois se trouve dans un nouveau corporatisme. Les Innungen ne regroupent qu'une minorité des maîtres artisans allemands mais de telles institutions, liées à l'abolition relativement récente des corporations obligatoires, maintiennent tant l'esprit que les revendications de caractère corporatiste. La France représente une situation différente car les corporations y sont abolies depuis longtemps et artisans ou commerçants français, partisans d'un républicanisme radical, refusent de participer à un projet corporatiste. Malgré tout, on remarque un esprit corporatiste dans leurs revendications de la fin du XIXe siècle. Jean Lorcin en a cité un exemple spécifique: celui de la grève des passementiers de Saint-Etienne en 1900. Les chefs d'atelier font appel aux idées d'un corporatisme catholique pour défendre le monde informel et très particulier des ateliers de type patriarcal. On pourrait alors parler d'esprit corporatiste sans corporatisme, ce dont témoigne de manière plus générale les mouvements des boutiquiers français depuis les années 1880. La Ligue Syndicale, qui regroupe les petits commerçants parisiens, insiste par exemple sur le concept de spécialisa-

tion : le droit de chacun à vivre de son métier, le droit de restriction de l'accès à une profession et l'autarcie de chaque quartier. Ces idées presque corporatistes étaient forgées, comme ailleurs en Europe, en opposition à une double menace, celles de l'économie organisée et de l'Etat bureaucratique.

(3) L'influence du régime fiscal

Les différentes structures nationales jouent un rôle important non seulement quant à la formation des revendications mais aussi pour la mise en place des mentalités petites-bourgeoises. En Grande Bretagne, l'imposition la plus lourde pour la petite bourgeoisie est locale : c'est celle prélevée sur le bâti. La mobilisation est alors plus forte comme petit propriétaire que comme petit patron. Dans ce contexte, l'appel à la fiscalité pour décourager les forces hostiles aux petites entreprises n'est pas vraisemblable. En Belgique au contraire, les problèmes fiscaux sont au premier plan des préoccupations du mouvement petit-bourgeois qui se développe pendant les années 1890. Les injustices de la patente (la taxe professionnelle) représente en effet un filon continu de ce mouvement en marche. Ces organisations belges demandent la modification de la patente afin de tenir compte de la taille de chaque entreprise et pour entraver l'émergence de grandes entreprises dans les secteurs boutiquiers et artisanaux. En France également, la patente joue un grand rôle non seulement en tant que mécanisme fiscal capable de limiter les grandes entreprises commerciales mais aussi comme stimulus de l'identité sociale des boutiquiers. Cette patente administrée et payée par la profession et les campagnes autour de sa réforme établissent le concept de « spécialisme ». Ce concept est au cœur de l'idéologie des organisations boutiquières françaises. Il

s'agit en fait du principe que chaque commerçant doit se limiter à son propre métier et seulement à son métier. Autour de cette idée morale, s'est construite une idéologie boutiquière de plus en plus autonome.

Il serait possible de développer cette influence des régimes fiscaux. Pensons par exemple à l'importance du système d'octrois pour les revendications des organisations de petits commerçants milanais. Les systèmes fiscaux ont un rôle aussi bien social que idéologique et mériteraient une attention accrue de l'histoire sociale.

(4) La conjoncture politique

Conscience et mobilisation de la petite bourgeoisie sont bien sûr liées à l'importance de cette petite bourgeoisie au sein des partis politiques et des gouvernements à la fin du XIXe siècle. Il s'agit avant tout d'un problème conjoncturel. Ainsi à Paris, républicains et nationalistes luttent après 1900 pour attirer les votes des petits commerçants dans cette situation incertaine qui suit les élections municipales de 1900 et législatives de 1902. Chercher une explication des mouvements petits-bourgeois revient à déterminer l'influence de telles conjonctures politiques pendant lesquelles les partis s'intéressent aux petits-bourgeois, évoquent leurs difficultés, construisent leur identité. Ces tentatives de mobilisation caractérisent généralement des situations politiques instables : l'Allemagne face au socialisme ; la France dont les partis se divisent et où le Parti Radical est soucieux de conserver sa base électorale ; la Belgique avec un nouveau mode de suffrage, universel (masculin), et l'intensification des préoccupations sociales. Dans tous ces pays, partis et mouvements cherchent le soutien des commerçants et des maîtres artisans. Certaines mesures gouvernementales sont destinées à les aider à

l'image d'institutions représentatives, de mesures législatives, d'enquêtes. Les gouvernements belges mettent ainsi en place un Bureau des Classes Moyennes et lancent des enquêtes exhaustives. Les détails importent peu et les mesures ont en général un caractère plus démonstratif que véritablement efficace. Cette attention politique, fonction de la conjoncture, est toutefois certainement un élément essentiel du développement d'une identité et d'une mobilisation petite-bourgeoise. La situation britannique est tout à fait opposée. Ni l'un, ni l'autre des partis politiques ne sentent le besoin de mobiliser les petits bourgeois et une sorte de libéralisme règne au sein des deux partis dominants.

Il s'agit donc de quelques exemples des structures politiques, idéologiques, étatiques tout à fait essentielles pour construire une comparaison entre les activités de la petite bourgeoisie des différents pays européens. Pour cela, ils se distinguent des thèmes évoqués dans la première partie.

De telles structures ne se limitent pas à créer l'espace permettant le développement des activités petites-bourgeoises, elles construisent également l'espace favorisant l'émergence d'une identité petite-bourgeoise. C'est à ce niveau que se rejoignent, selon moi, les deux modes d'analyse divergents tracés par les historiens de la mobilisation de la petite bourgeoisie. D'un côté, certains décrivent ces mouvements petits-bourgeois comme la résultante de forces extérieures jouant la carte de la *Mittelstandspolitik*; de l'autre, quelques historiens décrivent cette mobilisation petite-bourgeoise comme une réponse à des facteurs internes existant au sein de la petite bourgeoisie elle-même. Il me semble que ces deux visions ne sont pas contradictoires, qu'il s'agit d'une fausse dichotomie dans la mesure où

l'activité gouvernementale et encore plus la conjoncture politique ont créé cet espace qui a permis l'organisation, la montée des revendications et le développement d'une conscience de classe de la petite bourgeoisie.

Je ne crois pas que les mutations économiques et sociales de la petite bourgeoisie, tous les thèmes que j'ai évoqués dans la première partie, n'aient aucun lien avec cette identité petite-bourgeoise, avec ces phénomènes de mobilisation et d'activité publique. Au contraire, il s'agit bien d'éléments essentiels de l'analyse. Toutefois de tels changements jouent dans tous les pays et une répartition inégale n'obéit pas aux frontières nationales. Les différences nationales portent inversement sur l'identité, la conscience de classe, les revendications et les mouvements.

(5) Le dernier exemple de facteurs d'explication permettant les comparaisons nationales correspond aux usages idéologiques de la petite bourgeoisie. Ce ne sont pas seulement les activités des partis et de l'Etat qui comptent sur un plan comparatif pour la construction d'une identité petite-bourgeoise. Il faut insister aussi sur le rôle des élites sociales et intellectuelles qui cherchent - et prétendent rencontrer - chez la petite bourgeoisie une force stabilisatrice pour une société en train de se diviser. Pensons au rôle des catholiques sociaux, de groupes comme les disciples de Le Play ou celui autour de la revue *La Réforme Sociale*, ainsi que les différentes tendances qui ont tenté de créer une force au coeur de la société, force autonome et viable. Les efforts de ces groupes, face à un mouvement ouvrier en pleine extension, ont eu un rôle important non seulement sur les mesures étatiques mais aussi pour l'idéologie de la petite bourgeoisie organisée. On remarque ainsi pendant la fin

du XIXe siècle et le début du XXe un discours d'idéalisation de la petite bourgeoisie comme point de référence des valeurs familiales et plus généralement des idées d'indépendance, de continuité et de stabilité. Dans nombre de pays, de telles politiques d'ordre et de stabilité sont accompagnées d'idéologies rejetant la notion de classe. De telles idéologies sont en effet proches des propres conceptions petites-bourgeoises : hostiles aux modèles conflictuels de société et à l'exaltation du « peuple » et attachées à la petite propriété populaire. Ces nouvelles tendances intellectuelles ont influencé la manière de pensée petite-bourgeoise en un sens plus conservateur. On peut citer les exemples des catholiques sociaux belges, qui élaborent le concept d'une fusion morale dans laquelle la petite bourgeoisie serait la classe-tampon; des catholiques sociaux en France ou même des républicains de plus en plus conservateurs. En Allemagne, on assiste à une idéalisation du *Mittelstand*, comme centre pouvant empêcher la division de la société : un *Stand* unifié (un état) qui représenterait la répudiation (denial) des conflits sociaux. Ainsi parle un homme politique devant le Congrès international de la Petite Bourgeoisie en 1899 : « Les classes moyennes forment les « liaisons » de tout l'édifice de la société ».

Inversement, dans la situation britannique il est rare que l'on présente la petite bourgeoisie comme une condition de la stabilité sociale. Ainsi en Grande-Bretagne, la crise sociale de la fin du XIXe siècle suscite des réponses différentes qui n'exaltent pas le rôle de la petite bourgeoisie. La réponse intellectuelle, la plus cohérente, celle du « *Liberal Idealism* » est centrée sur les rapports et les devoirs des riches et de la classe ouvrière. L'éventuel rôle stabilisateur du petit patronat n'est pas men-

tionné. Chez les conservateurs, on trouve dans les années 1880 le concept d'« individualisation de la propriété » mais ils ne s'intéressent qu'aux petits cultivateurs et à l'accès des ouvriers agricoles aux lopins de terre. De toute façon, ces partisans d'une sorte de stabilité sociale sont aux marges de la vie politique. La petite propriété ne s'est jamais imposée comme condition de la stabilité sociale. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer, dont la puissance des idées libérales hostiles à un monde de petites entreprises soutenu par des interventions contre le marché. Par là-même, on peut remarquer la faiblesse des systèmes de pensée britanniques incluant des traditions corporatistes ou organicistes. Joue aussi la faible importance d'une paysannerie qui dans le reste de l'Europe a constitué la base idéologique de la petite propriété. Ces idéologies et les mouvements qui les accompagnent constituent donc un cinquième et dernier facteur d'explication allant dans le sens d'une différenciation entre les pays.

Structures étatiques et politiques, traditions et mouvements idéologiques sont donc au coeur des comparaisons les plus efficaces sur un plan national. Il ne s'agit pourtant pas de conclure que les seules variables d'importance pour l'histoire sociale comparée soient celles qui concernent la politique, l'Etat et les problèmes de mobilisation. Une telle affirmation tendrait à renforcer cette tendance actuelle à rejeter la spécificité de l'histoire sociale et de ses analyses pour privilégier les forces et les significations politiques et institutionnelles. Je pense ainsi, malgré leurs nombreuses différences, aux thèses de François Furet sur la Révolution française et aux recherches de John Breuilly sur l'histoire du nationalisme. Ils insistent sur la priorité analytique des variables poli-

tiques et institutionnelles en partie parce qu'ils se méfient de la dimension plus floue des variables sociales.

Il s'agit selon moi d'une position erronée. La question n'est pas de savoir si une histoire sociale comparée est possible mais plutôt quelles sont les unités d'analyse pertinentes et comment construire des grilles de comparaison. J'ai insisté sur la nécessité d'éviter le recours automatique aux données nationales et aux comparaisons entre des structures sociales nationales, même si l'on a l'image, le sens d'une structure sociale nationale créée en partie par l'action de l'Etat. En ce qui concerne la petite bourgeoisie, les rapprochements à un niveau national les plus logiques sont liées aux institutions, aux lois et aux régimes fiscaux, à la conjoncture politique... dans la mesure où de telles variables sont parfois présentes dans un pays et absentes dans un autre. La conclusion est inévitable. L'histoire comparée est et reste un projet difficile.

Bibliographie

Blackbourn D., *Class, Religion and Local Politics in Wilhelmine Germany. The Centre Party in Wurtemberg before 1914*, 1980.

Bloch M., « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, n.46, 1928.

Breuilly J., *Nationalism and the State*, 1982.

Corbin A., *Archaïsme et modernité en Limousin au XIXe siècle. 1845-1880*, 1975.

Crossick G., « Shopkeepers and the state in Britain 1870-1914 », G.Crossick et H.G.Haupt (sous la direction de), *Shopkeepers and Master Artisans in Nineteenth-Century Europe*, 1984.

Desrosières A. et Thévenot L., « Les mots et les chiffres : les nomenclatures professionnelles », *Economies et statistiques*, n.110, 1979.

Furet F., *Penser la Révolution française*, 1978.

Haupt H-G., « Les employés lyonnais devant le Conseil de prud'hommes du commerce (1910-1914) », *Le mouvement social*, n.141, 1987.

Higgs E., « The struggle for the occupational census, 1841-1911 », dans RM Macleod (sous la direction de), *Government and Expertise. Specialists, Administrators and Professionals 1860-1919*, 1988.

Pollard S., *Peaceful Conquest : the industrialization of Europe, 1760-1970*, 1981.

Premier Congrès International de la Petite Bourgeoisie, compte-rendu sténographique, tenu à Anvers les 17 et 18 septembre 1899, 1900.

Scott JW., « Statistical representation of work : the politics of the Chamber of Commerce's 'statistique de l'industrie à Paris, 1847-1848 », dans S.L.Kaplan et C.J.Koeppe (sous la direction de), *Work in France*, 1986.